L'expérience Thatcher

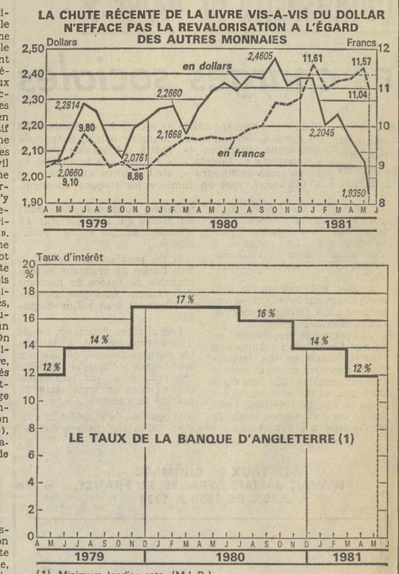
Deux ans après la victoire électorale des conservateurs en mai 1979, la Grande-Bretagne subit le prix très lourd de la politique « monétariste » menée par le gouvernement de Mme Thatcher. Même si la récession mondiale est en cause, le bilan apparaît sombre, plus sombre qu'ailleurs : le produit national brut, qui a baissé de 2,5 % en 1980, diminuerait encore cette année, alors que le chômage atteint deux millions six cent mille personnes.

Après les fanfares qui avaient salué l'avènement de la nouvelle équipe, la confiance s'est effritée, notamment dans les milieux industriels, qui se plaignent du niveau élevé des taux d'intérêt et du poids des charges sociales.

Dans les rangs mêmes du parti conservateur, il est reproché à Mme Thatcher d'avoir trahi ses engagements électoraux, dans la mesure où les dépenses publiques ont augmenté plus que prévu et où la fiscalité a été renforcée.

Un monétarisme impénitent

LE thatchérisme est pratiquement identifié avec le monétarisme. Mais, comme pour les économistes de l'école de Chicago un gouvernement n'applique jamais assez leur thérapeutique, certains d'entre eux contestent que la politique effectivement suivie par les tories depuis leur retour au pouvoir en mai 1979 mérite le qualificatif de monétariste. A en croire une commission de la Chambre des communes (Treasury and civil service committee), dont une partie des membres sont pourtant plutôt keynésiens, il n'y aurait pas eu en Grande-Bretagne depuis deux ans de « véritable expérience monétariste ». Il faudrait dans ce cas comme dans d'autres définir le mot « véritable ». Laissons là cette querelle, sans oublier toutefois que, plus encore parmi ses partisans que parmi ses adversaires, le monétarisme ne cesse de l'autre côté de la Manche d'être un sujet d'âpres controverses. On s'interroge sur la meilleure définition de la masse monétaire, celle retenue par les autorités britanniques étant M3, c'est-à-dire la définition la plus large (alors que les autorités françaises s'intéressent à l'évolution de M2 beaucoup plus restrictive). On s'interroge aussi sur l'efficacité des modes d'intervention de la Banque d'Angleterre.



(1) Minimum lending rate (M.L.R.)

La suppression du « corset »

A l'aide d'arguments impressionnants dans les deux cas, on peut soutenir ou bien que cette politique a été, dans l'ensemble, extrêmement restrictive (en faisant remarquer que, jusqu'au mois de novembre dernier, les taux d'intérêt ont été maintenus à un niveau très élevé) ou bien qu'au contraire elle a été en réalité fort accommodante (en observant, comme le faisait en octobre dernier, dans son bulletin mensuel, la célèbre firme d'analystes W. Greenwell, que, *« depuis le début de 1980, la Banque d'Angleterre a accordé d'énormes ressources au système bancaire ».)*

Au vu de la forte progression, l'année dernière, de M3 (+ 22 % au deuxième semestre), on s'est demandé dans les milieux financiers (mais aussi politiques) si le monétarisme était capable d'expliquer la forte décélération de l'inflation. Celle-ci ne devrait-elle pas plutôt être attribuée à l'action exercée par la montée de la livre sterling ? Pour le gouvernement, la question ne se pose pas. Les débordements de la masse monétaire sont dus à des facteurs techniques et, en particulier, à la suppression du « corset » qui imposait aux banques une limite quantitative à leurs dépôts. Au mois de mars 1980, le dispositif a été complété par la mise en œuvre d'une « stratégie financière à moyen terme », désignée depuis lors par ses initiales (M.T.F.S.). On fixe non plus seulement pour l'exercice budgétaire annuel, mais pour une période de quatre ans, des objectifs de croissance monétaire. Cette croissance doit être réduite progressivement pour ne plus atteindre que 6 % en 1983-1984. Des objectifs ont pareillement été fixés pour les besoins de financement du secteur public (voir ci-contre l'article de Jean Declémy). Les deux grandeurs sont, estiment les autorités, étroitement liées, le contrôle de la masse monétaire passant par la maîtrise des besoins d'emprunt du Trésor, maîtrise rendue plus difficile par l'énormité de la dette publique accumulée à gérer. Dans l'esprit de Mme Thatcher et du chancelier de l'Echiquier, la M.T.F.S. est destinée à briser les « anticipations inflationnistes ». Il s'agit de convaincre les agents économiques et les syndicats que le cabinet n'abandonnera pas d'ici aux prochaines élections son objectif prioritaire de lutte contre la hausse des prix.

Dans aucun pays du monde (pas même aux Etats-Unis) l'institut d'émission, pour conduire ses opérations, ne s'appuie sur une analyse aussi « sophistiquée » de la situation monétaire. Certains économistes monétaristes ont depuis deux ans sévèrement critiqué les modes d'intervention de la Banque d'Angleterre. Ils font valoir que celle-ci, au lieu de fixer son attention sur le marché des fonds d'Etat et le niveau des taux d'intérêt, devrait se donner pour tâche quasi unique de régler le montant des réserves fournies aux banques (selon la méthode de contrôle dite de la « base monétaire »). La question a été laissée pour l'instant en suspens, mais, en novembre dernier, plusieurs mesures ont été introduites qui visent, semble-t-il, à donner au marché un plus grand rôle dans la détermination du loyer de l'argent. Il reste à prouver que les décisions prises dans ce sens aboutiront à une sérieuse réforme d'un système qui continue d'assurer (comme en France, mais par des techniques très différentes) un approvisionnement automatique par la banque centrale du système bancaire en liquidités. — P. F.

Une stratégie contestée par les milieux d'affaires

par JEAN DECLEMY

LE vif repli de la livre sterling intervenu ces derniers temps n'est pas seulement la conséquence de la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis et ailleurs, ou de la baisse du prix du pétrole de la mer du Nord. C'est aussi l'effet du pessimisme croissant des milieux d'affaires quant à l'efficacité de la stratégie économique du gouvernement Thatcher, sur laquelle tant d'espoirs avaient été bâtis.

Cette perte de confiance est compréhensible : il devient de plus en plus évident que l'économie britannique est entraînée dans un cercle vicieux qui écarte de plus en plus l'équipe conservatrice de ses objectifs prioritaires et oblige à trahir ses promesses électorales. Il n'est pas de domaine où ces revers soient plus frappants que celui des dépenses publiques.

La grande stratégie était fondée sur le principe que la réduction de l'inflation est la « condition préalable » à la reprise de l'expansion économique et à la diminution du chômage, que cette réduction ne saurait se produire sans une modération permanente de la croissance monétaire et que cette modération exige une réduction du déficit budgétaire.

On allait donc réduire progressivement les besoins d'emprunt de l'Etat — le déficit — du taux de 5,5 % du produit intérieur brut (P.I.B.), hérité des travaillistes en 1979, à 1,5 % (chiffre comparable au pourcentage français de 1980) seulement en 1983-1984. Cela grâce notamment à une réduction de 11,5 % — à prix constants — des dépenses publiques dont le total serait ramené de 43,5 % du P.I.B. en 1978-1979 à 40,7 % en 1983-1984.

Les intentions étaient bonnes, mais, malgré des compressions successives, les dépenses ont, au contraire, encore augmenté d'au moins 1 % à prix constants et le déficit n'a fait que croître (voir graphique ci-dessous). En 1980-1981, il devait être abaissé de 9 milliards de livres à 8,5 milliards et il a atteint près de 13,5 milliards. Pour l'année courante, commencée début avril, il est estimé à 10,5 milliards, soit un peu plus de 4 % du P.I.B. (au lieu des 3 % prévus par la stratégie) ; mais un nouveau dépassement sera certainement difficile à éviter.

Les causes de ces revers sont multiples. Le gouvernement invoque au premier chef la récession de l'économie mondiale, qui a aggravé celle de l'économie britannique. Au lieu de la croissance annuelle de 1 % prévu, le P.I.B. britannique a diminué de 2,5 % l'an dernier, et une nouvelle baisse de 1,5 % est attendue cette année.

Ce ralentissement de l'économie a entraîné inévitablement une contraction des rentrées fiscales, tout en gonflant les dépenses de l'Etat, que ce soit au titre du chômage (+ 700 millions de livres l'an dernier, soit 3,5 % à prix constants), de la création artificielle d'emplois et de la dégradation des finances des industries nationalisées (sidérurgie, chantiers maritimes, British Leyland, notamment).

En même temps, le gouvernement n'est pas parvenu à faire respecter ses directives par les collectivités locales, même celles à gestion conservatrice, qui toutes disposent d'une autonomie financière. L'an dernier, elles ont crevé leur budget de 740 millions de livres (5,6 %) et, cette année, un nouveau dépassement de près de 1 milliard menace déjà (au-delà des 8,5 milliards autorisés). La défense nationale, pourtant favorisée l'an dernier par une augmentation de 3,5 % de son budget, a aussi déçu, avec un dépassement de 450 millions, qui a porté la hausse à près de 5 %.

Cependant, comme s'en plaint amèrement la Confédération de l'industrie britannique, la bureaucratie a bien résisté à la récession. Alors que les chefs d'entreprise du secteur privé étaient contraints d'élaguer impitoyablement leurs effectifs, le nombre des fonctionnaires n'a diminué que d'environ quarante mille depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs (à comparer avec l'augmentation de un million deux cent cinquante-huit mille du nombre total des chômeurs enregistré depuis lors).

Par surcroît, les salaires ont continué de croître dans le secteur public beaucoup plus rapidement que dans le secteur privé en raison du système dit de la comparabilité hérité de la précédente administration. Maintenant certes abandonné, celui-ci a assuré à la fonction publique un rattrapage en fonction de l'augmentation plus rapide des salaires intervenue les années précédentes dans le secteur privé. Les charges salariales de l'Etat (environ le tiers du total des dépenses publiques) ont aussi été considérablement alourdies du fait que les fonctionnaires à la retraite bénéficient de pensions indexées sur l'inflation.

Le financement du budget est d'ailleurs compliqué, à l'heure actuelle, par la grève des fonctionnaires, en cours depuis plus de trois mois, qui, en entravant la perception des impôts, prive le Trésor public de 4 à 5 milliards de livres de rentrées jusqu'à présent, selon diverses estimations. Le conflit lui-même est important pour l'avenir : si le gouvernement fait des concessions à la fonction publique, qui estime insuffisante son offre d'augmentation salariale de 7 %, le déficit sera encore aggravé, car le budget a été établi sur la base d'une augmentation de cet ordre. En outre, toute concession encouragerait rapidement le mouvement revendicatif ailleurs.

La baisse du prix du brut de la mer du Nord doit faire diminuer les rentrées. On estime que toute réduction de 1 dollar du prix du baril fait diminuer d'environ 200 millions de livres par an les revenus de l'Etat. Or la diminution, annoncée la semaine dernière, est de 2 dollars, et les clients l'estiment insuffisante.

Une mini-révolte

D'ores et déjà de nouvelles compressions des dépenses sont envisagées. La trésorerie vient de demander à tous les ministères de préparer des économies supplémentaires de l'ordre de 3 à 5 % pour l'an prochain par rapport à l'année courante. Mais elles risquent d'être encore plus difficiles à réaliser que les précédentes. Celles-ci avaient déjà provoqué au sein du gouvernement une mini-révolte qui avait obligé le chancelier de l'Echiquier à se contenter de 1 milliard de livres d'économies au lieu des 2 qu'il demandait.

Les dirigeants des industries nationalisées viennent, de leur côté, avec l'appui du patronat et du Trade Union Congress, de réclamer un adoucissement des contraintes gouvernementales qui les empêchent d'effectuer des investissements à leur avis indispensables. Quant aux collectivités locales, le ministre de l'environnement, M. Michael Heseltine, dont elles dépendent, les menace de sanctions législatives pour les obliger à respecter ses consignes. Toutefois ses efforts ne seront pas facilités par les élections locales qui ont permis en mai à l'opposition travailliste de s'assurer le contrôle d'un nombre encore plus grand de conseils régionaux.

Que deviendra donc le thatchérisme ?

Les « monétaristes » de la droite conservatrice redoublent leur pression sur le premier ministre pour qu'elle applique encore plus rigoureusement sa stratégie. Mais les revers apportent de l'eau au moulin des « modérés » ayant à leur tête, au sein du cabinet, MM. James Prior (emploi) et Peter Walker (agriculture), qui n'ont jamais manifesté beaucoup d'enthousiasme pour cette politique. Ils viennent d'obtenir de Mme Thatcher que le cabinet *« passe en revue »* toute la stratégie par une série de conseils, dont le premier aura lieu le 17 juin. Beaucoup en dépendra probablement.

Augmentation de la pression fiscale

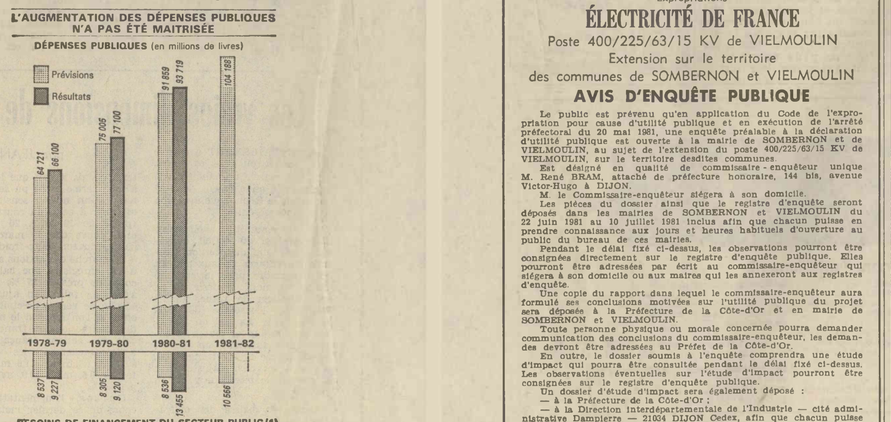
Le gouvernement s'est efforcé de limiter les dégâts, en ordonnant des compressions budgétaires. A cinq reprises depuis son installation au pouvoir en mai 1979, des séries de coupes ont été annoncées. Toutefois, il ne s'est agi essentiellement que de réductions relatives, par rapport aux dépenses programmées par la précédente administration, laquelle avait prévu des augmentations annuelles successives de 2 % à prix constants.

Il s'ensuit que le total des dépenses de l'Etat doit, cette année, être inférieur de près de 5 % à prix constants au niveau projeté par le gouvernement Callaghan, mais restera néanmoins supérieur d'environ 1 % au niveau de 1978-1979. Quant aux compressions, elles ont été effectuées en grande partie aux dépens des investissements (éducation, logement, réseau routier, hôpitaux et industries nationalisées) au détriment de l'avenir.

Pour renforcer par ailleurs les recettes, le gouvernement a eu recours à la vente de biens publics dans le cadre de sa politique de privatisation et à la vente à terme de pétrole, qui a permis à la British National Oil Corporation, la société nationale des pétroles, d'encaisser le produit de livraisons qu'elle effectuera à l'avenir. La réduction de la contribution au budget communautaire exigée avec tant d'insistance par Mme Thatcher des partenaires européens a aussi allégé le problème.

Le gouvernement a néanmoins dû se résigner à accroître la fiscalité, non seulement les contributions indirectes mais aussi l'impôt sur le revenu, en plus de prélèvements exceptionnels sur les « super bénéfices » des compagnies pétrolières et des banques. A telle enseigne que la ponction fiscale est passée de 39,7 % du P.I.B. pendant la dernière année de gouvernement travailliste à 44,5 % l'an dernier, et encore bien plus certainement cette année.

La réduction réelle qui était promise tant des dépenses publiques que des impôts ne reste donc qu'un mirage. Non seulement le problème demeure entier mais il se posera inévitablement avec encore plus d'acuité au cours des prochains mois.



(1) P.S.B.R. : Public sector borrowing requirement
Source : Trésorerie britannique

Bruxelles New-York
A PARTIR DE
FF 1.210 OW
FF 2.200 RT
Los Angeles
A PARTIR DE
FF 1.855 OW
FF 3.375 RT
San Juan
CARAIBES
A PARTIR DE
FF 2.850 RT
Le vol le moins cher sans restriction.
CAPITOL AIRWAYS
23, avenue de Wagram
75017 PARIS
Tél.
CAPITOL USA

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.
Claude Julien.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°
OJD 1980

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57 437.

Applications Professionnelles
- Traitement à façon
- Télétraitement conversationnel
- Installations et clé en main
Sécurité + prix très compétitifs
sofragem-orlier
l'informatique responsable
SAGHA

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	256 F	417 F	579 F	740 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	466 F	837 F	1 209 F	1 580 F
ETRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	296 F	497 F	699 F	900 F
II. — SUISSE, TUNISIE	368 F	642 F	916 F	1 190 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

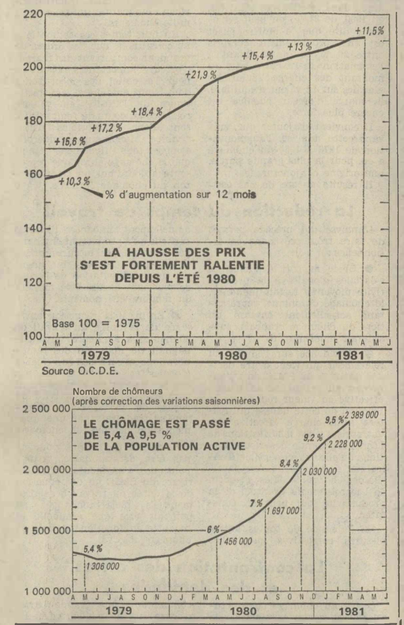
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

deux ans après

Trop peu rigoureuse pour les stricts « monétaristes », trop dure pour les modérés, la stratégie du premier ministre s'est néanmoins traduite par quelques résultats. La récession aidant, la balance des paiements courants est devenue positive, la dette extérieure a été ramenée de 22 milliards de dollars en 1979 à 14 milliards en 1981, et le taux d'inflation a très sensiblement reculé. Le nombre des faillites s'est multiplié, mais l'industrie britannique, aiguillonnée par les taux d'intérêt élevés et une livre surévaluée, a sans doute fait des progrès importants de productivité. Les syndicats ont, quant à eux, fait preuve de moins d'agressivité, la montée du chômage expliquant en partie, il est vrai, leur modération.

L'échéance électorale se rapprochant, il reste maintenant environ deux ans à Mme Thatcher pour justifier sa politique. La pente apparaît longue à remonter. — M. B.



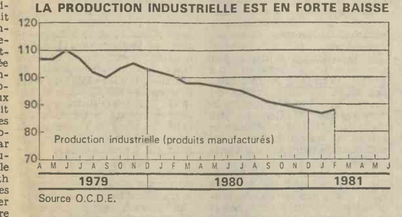
Source O.C.D.E.

La longue vie des « canards boiteux »

MORT aux « canards boiteux » ! Tel paraîtrait être le mot d'ordre industriel lancé par le gouvernement conservateur de Mme Thatcher au moment de son entrée en fonctions. Il devait notamment se traduire par la suppression des subventions aux entreprises publiques. Devait s'ajouter la mise en vente des actifs de certaines firmes nationales et des actions détenues par l'Etat autre priorité de la nouvelle stratégie élaborée par le ministre de tutelle, Sir Keith Joseph, dont une des premières initiatives fut de recommander à ses collaborateurs la lecture d'Adam Smith et de Schumpeter.

De nationalisation pure et simple ou bien seulement réduction de la participation financière de l'Etat, le désengagement apparaissait en tout cas comme un des impératifs du néo-libéralisme qui devait s'appliquer notamment au gaz et à l'électricité, aux postes et télécommunications, aussi bien qu'à la compagnie British Airways ou à la société British Aerospace. Toutefois, le divorce classique entre les intentions et les réalités apparut très vite, traduisant à la fois au niveau de l'analyse la nécessité de remise en cause des comportements et au niveau de l'action la résistance des structures.

L'héritage était lourd. Après la première vague de nationalisations, intervenue au lendemain de la seconde guerre mondiale dans un certain nombre de secteurs de base (énergie, transports...), les travaillistes, revenus au pouvoir en 1974, avaient procédé à une extension du secteur public dans le but de limiter les effets du choc pétrolier sur l'emploi. Passèrent ainsi sous contrôle de l'Etat l'ensemble des chantiers navals et les deux tiers des entreprises de réparation de bateaux, la construction aéronautique et des firmes comme British Leyland ou Herbert (machines-outils). Le secteur public représentait un dixième du produit national brut et de la population active, le quart des investissements industriels.



Source O.C.D.E.

Après cette deuxième vague, marquée par le souci de venir en aide aux entreprises en difficulté, il importait, pour les tories, sinon d'effectuer un virage à 180 degrés, du moins de remettre la balle dans le camp des industriels. Toutefois, moins de quatre mois après la victoire électorale du 3 mai, les autorités britanniques faisaient une exception importante à leur programme en décidant, fin août, d'apporter une aide financière à la construction d'une usine de titane. Cette dérogation était justifiée par des considérations tant stratégiques que commerciales : l'ICI (Imperial Chemical Industries) ayant décidé de fermer la seule fabrique de titane de Grande-Bretagne, l'industrie aérospatiale (et surtout Rolls-Royce) aurait été à la merci de fournisseurs étrangers.

Malgré la volonté affichée de désengagement, l'ambiguïté continuait à prévaloir. Ainsi, le Bureau national des entreprises — l'IDI britannique, — institué en novembre 1975, perdait son autonomie, la notion de politique industrielle n'ayant pas *a priori* de signification pour l'équipe conservatrice, soucieuse avant tout de rentabilité ; mais cet organisme ne disparaissait pas. De même, en fait de nationalisation, il fut décidé d'offrir au public seulement 5 % des actions de B.P., ce qui ramenait la participation de l'Etat de 51 % à 46 %.

Le poids du social

Les contraintes sociales ont surtout fait sentir leur poids. Ainsi, le gouvernement a consenti, en septembre 1980, un nouveau soutien financier à la British Steel Corporation, afin de sauver l'entreprise nationalisée de la faillite. De même, en janvier 1981, la société British Airways a été autorisée à effectuer un emprunt supplémentaire, tandis qu'au début de 1981 étaient lancées d'autres bouées de sauvetage à des firmes nationalisées en difficulté, comme British Leyland.

Face à l'accroissement du chômage, le gouvernement, qui a mesuré les risques sociaux et politiques, a été obligé d'assouplir ses positions doctrinales. Le principe d'hostilité à l'intervention de l'Etat a subi de nombreuses entorses, ce qui a d'ailleurs entraîné un certain mécontentement dans les rangs conservateurs. Pour sauver la face, dans le cas de la British Steel, Sir Keith Joseph — *« ce horrible personnage dont l'obsession idéologique menace de déchirer le tissus social »*, disait à son propos M. Callaghan — a indiqué, en février 1981, qu'une nouvelle loi permettrait de réduire les activités de la société et ultérieurement de la privatiser.

Un mois après, le gouvernement britannique venait en aide au groupe International Computer Limited (I.C.L.), premier constructeur européen d'ordinateurs, en accordant sa garantie pour un emprunt. Pour cette affaire, les autorités, tout en parlant de *« répit »*, ont invoqué l'utilisation par une vingtaine d'administrations publiques des ordinateurs I.C.L. Quinze mois auparavant, le gouvernement avait vendu le quart de sa participation dans ce groupe.

Ainsi la stratégie industrielle des conservateurs, qui héritaient d'un empire confus, a subi des accommodements liés soit à la défense de l'emploi, soit à l'intérêt national. L'orthodoxie n'a pas été respectée, alors qu'au début de juin 1981 le chancelier de l'Echiquier, Sir Geoffrey Howe, faisait part devant le Conseil national de développement économique, qui comprend des représentants du gouvernement, du patronat et des syndicats, du souhait officiel de revoir le problème du financement du secteur nationalisé.

Cependant, le secteur privé a payé le prix très lourd à la fois de la crise mondiale et du monétarisme thatchérien. La production industrielle, qui avait diminué d'environ 6 % en 1980, devrait encore décliner cette année. La chute des investissements industriels devrait se poursuivre, alors que les profits nominaux ont reculé de 15 % l'an dernier et baisseraient encore en termes constants en 1981.

Les faillites d'entreprises, petites, mais aussi moyennes, ont été nombreuses, sans qu'il soit évident que ces disparitions signifient un assainissement de l'appareil productif. La productivité par tête a d'ailleurs reculé en 1980 dans le secteur manufacturier, même si certaines entreprises sont, aujourd'hui, hautement compétitives sur le marché international. Après deux ans de politique conservatrice, les perspectives apparaissent encore sombres pour l'industrie britannique. Déclin inéluctable ou crise d'adaptation ?

MICHEL BOYER.

Irak : pourquoi Israël a osé attaquer
Grande enquête sur le risque nucléaire au Moyen-Orient.
LE NOUVEL observateur Cette semaine

Association Europe Etudiants Entreprises
Conférence-Débat le 17 Juin à 14 h
avec les meilleurs spécialistes internationaux
EXPORTER AU JAPON ? Un défi ? Une réalité ?
Informations et réservations :
Institut Supérieur de Gestion Tél. : (1) 704-69-04

(Publicité)
PRÉFECTURE DE LA COTE-D'OR
Direction de l'Administration générale
et de la Réglementation
Bureau de l'Administration Générale et des Elections Expropriations
ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Poste 400/225/63/15 KV de VIELMOULIN
Extension sur le territoire
des communes de SOMBERNON et VIELMOULIN
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
Le public est prévenu qu'en application du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et en exécution de l'arrêté préfectoral du 20 mai 1981, une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique est ouverte à la mairie de SOMBERNON et de VIELMOULIN, au sujet de l'extension du poste 400/225/63/15 KV de VIELMOULIN, sur le territoire desdites communes.
Est désigné en qualité de commissaire-enquêteur unique M. René BRAM, attaché de préfecture honoraire, 144 bis, avenue Victor-Hugo à DIJON.
M le Commissaire-enquêteur siégera à son domicile.
Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête seront déposés dans les mairies de SOMBERNON et VIELMOULIN du 22 juin 1981 au 10 juillet 1981 inclus afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture au public du bureau de ces mairies.
Pendant le délai fixé ci-dessus, les observations pourront être consignées directement sur le registre d'enquête publique. Elles pourront être adressées par écrit au commissaire-enquêteur qui siégera à son domicile ou aux mairies qui les annexeront aux registres d'enquête.
Une copie du rapport dans lequel le commissaire-enquêteur aura formulé ses conclusions motivées sur l'utilité publique du projet sera déposée à la Préfecture de la Côte-d'Or et en mairie de SOMBERNON et VIELMOULIN.
Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication des conclusions du commissaire-enquêteur, les demandes devront être adressées au Préfet de la Côte-d'Or.
En outre, le dossier soumis à l'enquête comprendra une étude d'impact qui pourra être consultée pendant le délai fixé ci-dessus. Les observations éventuelles sur l'étude d'impact pourront être consignées sur le registre d'enquête publique.
Un dossier d'étude d'impact sera également déposé :
— à la Préfecture de la Côte-d'Or ;
— à la Direction interdépartementale de l'Industrie — cité administrative Dampierre — 21034 DIJON Cedex, afin que chacun puisse en prendre connaissance, pendant le délai fixé ci-dessus aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux au public.

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345.21.62

(Publicité)
AVIS AUX FABRICANTS
YEMEN GENERAL ELECTRICITY CORPORATION
(Société d'Électricité Générale du Yémen)
Sanaa, République arabe du Yémen
Matériel et équipement pour l'électrification régionale
Projet Énergie II
Des soumissions cachetées seront reçues par la Yemen General Electricity Corporation ou bureau du Président, Boîte Postale 178, Sanaa, République Arabe du Yémen, jusqu'à 10 heures du matin heure locale, le 20 août 1981, puis les plis ouverts publiquement, pour la fourniture et la livraison CAF à Hodeidah, République Arabe du Yémen, des matériels et équipements suivants :

Catégories de matériels	Description
A	Conducteurs, câbles et accessoires.
B	Isolateurs de lignes et petits matériel divers.
C	Sous-stations, transformateurs, régulateurs, éclairage de rue et compteurs.
D	Dispositifs de compartimentage et de protection.
F	Outils, véhicules et équipement.
G	Jeux de générateurs et pièces.

Les matériels et équipements ci-dessous sont requis pour construire et exploiter environ 55 km de ligne de 33 KV, deux sous-stations 33/11 KV, 300 km de circuit LV, 13 MVA de transformateurs, deux générateurs de 100 kW et 9.000 services.
Les documents d'adjudication seront disponibles à partir du 30 mai 1981 et peuvent être obtenus auprès de la Yemen General Electric Corporation à l'adresse indiquée plus haut, ou auprès de ses ingénieurs conseils, Nreca International LTD, Boîte Postale 1892, Sanaa, République Arabe Unie, ou au 1800 Massachussets Avenue, NW, Washington DC 20036, Etats-Unis, en payant 50 dollars des Etats-Unis ou 250 rials yéménites, non remboursables, par jeu de documents, en précisant les catégories de matériels demandées. Seules seront prises en considération les offres des soumissionnaires à qui auront été distribués les documents d'adjudication.
La Yemen General Electricity Corporation dispose d'un crédit en diverses monnaies fourni par l'Association Internationale de Développement (IDA) ; équivalent à 12.000.000 de dollars des Etats-Unis, pour couvrir en partie le coût du projet d'électrification régionale Energie II et elle a l'intention d'employer les produits de ce crédit aux paiements justifiés en vertu des contrats pour lesquels est émis cet Appel d'offres.
L'origine des biens et des services doit être limitée aux pays membres de l'IDA, à la Suisse et à Taiwan.
La Yemen General Electricity Corporation se réserve le droit de tolérer des irrégularités mineures dans une offre quelconque et de rejeter l'une quelconque ou la totalité des offres.

abano terme !!! CURE ET SANTE PENDANT VOS VACANCES
Padova-Italie
Thermes Hotel COLUMBIA ★★★
Thermes Hotel SMERALDO ★★
Tradition et hospitalité Magnifiques hôtels entiers en parc-jardin. Cures de santé et de rajeunissement - bains de boue, physiothérapie et thérapie par ozone pour rhumatismes, arthrites, fractures, obésité etc... Piscines thermales, tennis, grotte, parkings, cuisine excellente, tout confort, soirées dansantes, divertissements, excursions. Hors-saison: Pension complète de FRF 157 à FRF 162 - avec cure de FRF 152 à FRF 207. Juillet-Août: Prix spéciaux pour les lecteurs - et conditions particulières pour les retraités. Demandez aux Hôtels renseignements et prospectus.
Tél. ☎☎☎ 0039/49/663605 ☎ ☎☎ 0039/49/663605 - Telex 430260
******

tous les jours, toute l'année
forfaits train+hôtel
LONDRES
au départ de toutes les gares SNCF de l'Ile-de-France
530 F *1 nuit*
ce prix, par personne, est garanti jusqu'au 31 octobre 1981 et comprend le séjour en chambre double avec le petit déjeuner à l'anglaise ainsi que le voyage en train, aller-retour, en place assise 2e classe, réservée.
Vous pouvez également bénéficier de conditions de tarif aussi exceptionnelles pour les destinations suivantes :
en France, Lyon, Strasbourg, Cannes et Nice,
à l'étranger, Bruxelles, Amsterdam, Venise, Rome, Florence, Lausanne, Montreux, Madrid.
renseignez-vous dans les gares et Bureaux de tourisme SNCF
TOURISME SNCF train+hôtel